

BILAN DE LA GENDARMERIE NATIONALE DE AÏN-DEFLA

La RN4, source de tous les maux

La RN4, l'épine dorsale de la wilaya de Aïn-Defla, qui la traverse d'est en ouest de Boumedfaâ à El-Attaf sur une distance de 119 km, constituant un véritable drain pour la circulation des personnes et des marchandises, avec un trafic estimé à plus de 40 000 véhicules jour, dont 40% de poids lourds, n'en demeure pas moins l'espace où se produisent 80% des accidents de la circulation. Elle est à sécuriser au maximum, étant un passage obligé pour de nombreux trafiquants sont pris dans «la toile d'araignée» tendue en permanence, de jour comme de nuit, par les différentes brigades des services de la Gendarmerie nationale.

C'est en tout cas ce qui ressort du bilan relatif au premier semestre 2008 présenté aux correspondants locaux de la Presse nationale, lors d'une conférence tenue dimanche dernier au siège du groupement de la wilaya. Une conférence animée par le commandant du groupement assisté de l'officier chargé de la cellule de communication.

Le taux élevé des crimes et délits commis sur le territoire de la wilaya, celui du faux et usage de faux sont les points marquants de ces statistiques. Un taux qui a atteint les 43,04% de l'ensemble de ces crimes et délits, 133 affaires ont été enregistrées. Cependant, ces méfaits sont certes commis sur le territoire de la wilaya mais leurs auteurs résident soit dans les wilayas de l'ouest du pays soit au centre et qui sont généralement interpellés et appréhendés pour la plupart circulant sur la RN4 en direction de la capitale ou venant du centre, quand ce n'est pas du sud-ouest.

Concernant les crimes et délits commis par les résidents de la wilaya de Aïn Defla, ils sont en rapport avec les atteintes aux personnes (28,48%) suivies des atteintes aux biens publics ou privés (22,98%). En quatrième position viennent les délits et crimes contre la famille ou contre la morale, 2,59%. En dernier, la sécurité publique (1,62%) et enfin les troubles à l'ordre public (1,29%).

Le nombre des personnes impliquées tous crimes et délits confondus est de 422 individus dont 9 femmes. 43 d'entre eux sont âgés de moins de 18 ans, 179 ont entre 18 et 28 ans, 144 variant entre 29 et 40 ans et 56 plus de la quarantaine.

Les gendarmes ont résolu 99 affaires de faux et usage de faux, avec 74 «positives» sur les 133 enregistrées, ce qui a conduit à la mise sous mandat de dépôt de 22 personnes et à la liberté provisoire d'autres ou à la citation directe. Il s'agit de 72 cas de cartes grises falsifiées, un récépissé de dépôt

de dossier de véhicule et une fausse attestation de dédouanement.

Les six premiers mois de l'année 2008, ont enregistré 29 affaires de drogue, 160 de moins qu'en 2007, et qui ont vu l'implication de 47 personnes, toutes écrouées, ainsi que la saisie de 65 kg de kif traité en provenance de la frontière ouest du pays en direction du centre et de la capitale principalement. Pour détention de kif destiné à la revente, 9 individus ont été placés sous mandat de dépôt, 41 pour détention et consommation et deux en possession de «joints». Il faut noter que les quantités saisies ont diminué considérablement par rapport à l'année dernière : 65 kg en 2008 contre 213 kg en 2007.

Cette diminution s'explique par l'intense activité et les contrôles nombreux et minutieux des véhicules de transport toutes catégories confondues, même les trains et transports en commun, le recours aux chiens spécialisés par les gendarmes tant au niveau des barrages fixes que par les patrouilles itinérantes.

La wilaya de Aïn-Defla tend à devenir depuis quelques années une étape intermédiaire, de passage ou avec comme objectif la sédentarisation, de l'immigration clandestine. Les gendarmes ont arrêtés quelque 100 étrangers sans papiers : 75 Nigériens, 6 Egyptiens, 5 Syriens, 5 Marocains, 2 Maliens, 1 Ghanéen et un Palestinien.

Les opérations de fraude fiscale et de contrebande des métaux précieux n'échappent pas non plus à la vigilance des gendarmes qui ont saisi 1 300 kg d'or non poinçonné.

Les responsables de ce service de sécurité n'attendent plus que «les affaires viennent à nous, maintenant nous avons les moyens humains et matériels pour engager des investigations. Et ces résultats sont le fruit des efforts engagés par tous nos éléments».

La Gendarmerie a aussi pour mission, le contrôle de la sécurité routière et la prévention routière, mission qui



305 accidents qui ont engendré 60 morts.

n'est pas des moindres, quand on sait que sur la RN4 circulent quelque 40 000 véhicules par jour ! Barrages fixes, opérations radar, positionnement des brigades mobiles au niveau des points noirs... tout est fait, selon le responsable du groupement, pour faire diminuer le nombre des accidents. En effet, durant ce premier semestre, 305 accidents ont été enregistrés, dont 235 ayant provoqué des dégâts corporels (77,15% du nombre d'accidents), 49 accidents mortels (16,75%) et 21 ayant provoqué des dégâts matériels, soit un peu plus de 6%. Ces 305 accidents ont engendré 60 morts sur les routes et 561 blessés, soit un total de 621 victimes.

Les équipes de contrôle de la circulation routière ont constaté 8 164 délits, 5 789 infractions au code de la route, dressé 15 457 amendes forfaitaires, et 3 071 délits de réglementation ayant trait aux véhicules. Les opérations de contrôle radar ont donné lieu à 3 773 contraventions.

Les gendarmes ont, par ailleurs, procédé au retrait immédiat de 3 449 permis (avec une autorisation de continuer à conduire ne dépassant pas les 48 h) et 122 permis retirés et transmis à la commission de wilaya chargée de statuer sur la gravité du délit commis. Aussi, 1002 P-V de propositions de retrait ont été adressés à la dite commission, les permis n'ayant pas été retirés dans ce cas de figure. Cependant, malgré

ces contrôles, malgré les opérations de retrait de permis et les contraventions, la route continue de tuer et de blesser des personnes qui resteront handicapées à vie. Le cas des 23 morts dans le récent télescopage de deux véhicules dans la région de Mascara en est la preuve.

Toutes les analyses des statistiques indiquent que la cause principale des accidents est le comportement de l'homme. Selon le bilan des gendarmes, sur les 287 accidents, le conducteur est responsable, soit dans 61,67% des cas et les piétons ont été à l'origine de 83 accidents, soit 27,28%. Les accidents ayant pour origine des défauts techniques ne représentent que 10,82%, le reste des causes restera inclassable.

Une constatation s'impose : aucun accident ne se produit au niveau d'un barrage. «Le chapeau du gendarme étant le commencement de la sagesse», dit le dicton. C'est entre un barrage et un autre que souvent l'hécatombe se produit. Un seul moyen dans ce cas suggèrent certains usagers de la route, les patrouilles qui contrôlent la circulation en mouvement pourraient dissuader «les criminels de la route».

Celui qui a longtemps animé «Tarik Essalama» a mis le doigt sur le vrai remède, lorsqu'il était l'hôte de la wilaya de Aïn Defla : «Les accidents diminueront quand les conducteurs auront plus peur de l'accident que du gendarme.»

Karim O.

SÉTIF

Saisie de 4 000 cartouches de cigarettes à Aïn-Oulmène

Agissant sur informations, les éléments de la brigade de la gendarmerie de la commune de Ouled-Si-Ahmed, localité située à quelques kilomètres de la daïra de Aïn-Oulmène, ont dressé, dimanche, un barrage routier sur la route de wilaya n° 141, reliant Aïn-Oulmène à Ras-El-Oued dans la wilaya de Bordj-Bou-Arréridj où ils ont intercepté un camion de marque Sonacome. Le véhicule transportait pas moins de 4 000 cartouches de cigarettes de marque Marlboro et Legend bien camouflées dans le camion.

Le montant de la marchandise a été estimé à plus de 400 millions de centimes. Les gendarmes ont immédiatement procédé à l'arrestation du chauffeur et du convoyeur du camion.

Présentés au parquet, les deux mis en cause ont été placés sous mandat de dépôt par le procureur de la République près le tribunal de Aïn-Oulmène.

L'enquête se poursuit toujours en vue de remonter cette filière de contrebande dont les ramifications s'étendent, paraît-il, à d'autres wilayas du pays.

Deux jeunes hommes morts asphyxiés dans un puits

Deux jeunes hommes âgés de 33 et 23 ans sont morts asphyxiés avant-hier, dans un puits situé au niveau de la zone d'activité d'El-Eulma.

Les deux victimes, qui travaillaient chez un industriel privé, ont péri dans un puits après avoir inhalé du gaz carbonique. Le jeune âgé de 33 ans, originaire de la commune de Bazer Sakhra, est descendu, le premier, pour vérifier une canalisation au fond du puits mais il n'a pu remonter.

Après plusieurs minutes d'attente, son collègue, âgé quant à lui de 23 ans et originaire de Guelta Zarga, s'est inquiété, il descend à son tour. Mais, malheureusement, il sera rattrapé par la mort lui aussi en respirant les gaz toxiques accumulés au fond du puits. Les corps des deux victimes seront transportés par la Protection civile vers la morgue de l'hôpital d'El-Eulma pour autopsie.

Imed Sellami

MASCARA

Les gérants de cafés et les piétons

Certains gérants de cafés nous ont contacté ces jours-ci pour exprimer leur mécontentement suscité par l'application de la réglementation.

Certains ont fermé leurs commerces alors que d'autres qui ont été contacté ont carrément refusé de se solidariser avec eux. Interdiction, avons-nous appris, leur a été notifiée d'installer des chaises ou en d'autres termes d'exploiter illégalement des terrasses. Le P/APC par intérim contacté à ce propos fera état des contraintes et désagréments causés par certains commerces de ce type aux usagers des trottoirs. L'on affiche apparemment de la fermeté même si on laisse une porte ouverte à l'étude de cette situation au cas par cas.

Par ailleurs, l'on a mis du temps dans la ville de Mascara avec toutes les APC qui se sont succédé pour réaliser que certains lieux ont confisqué les trottoirs aux piétons ne sachant plus à quel espace se vouer et contraints de circuler au milieu de la chaussée. Voilà à quoi peuvent aboutir le laxisme et les tergiversations quand on ne définit pas clairement les règles d'exploitation de terrasses, car la situation n'est pas nouvelle.

En vertu de quoi peut-on tolérer que certains commerces s'approprient des espaces publics sur la chaussée en s'auto-réservant le droit de stationner avec installation de chaises ou autres.

M. Meddeber